

17 octobre 1961, en début de soirée, à la gare Saint-Lazare. Toutes les personnes au physique nord-africain sont arrêtées à leur descente de train.



17 OCTOBRE 1961 MANIFESTATIONS D'ALGÉRIENS À PARIS

“ On a retrouvé des corps
charriés par la Seine. Sûrement
la Seine était rouge ce jour-là,
de nuit on ne voyait pas.
On a repêché des Algériens,
ils avaient les mains liées dans
le dos et les pieds attachés. ”

Leïla Sebbar,
La Seine était rouge, 1999.

Exposition réalisée par
le service municipal
Archives-Patrimoine

17 OCTOBRE 1961 MANIFESTATIONS D'ALGÉRIENS À PARIS



Manifestation à Ivry lors de la journée de grève générale du 24 avril 1961. D'après l'hebdomadaire communiste Le Travailleur, 10 000 personnes prirent part à ce cortège pour dénoncer l'OAS et exiger la reprise des négociations entre le gouvernement français et les représentants algériens.

1961 : UN CLIMAT SOUS TENSION

À l'automne 1961, l'OAS - organisation favorable à l'Algérie française - étend son action en métropole. Par ailleurs, on assiste à une recrudescence des attentats du FLN - Front de libération nationale, mouvement défendant l'indépendance de l'Algérie - contre des policiers français.

Les contrôles de papiers, les arrestations et les gardes à vue abusives accompagnées de brimades à l'encontre des « Français musulmans d'Algérie » se multiplient. De nombreux Algériens sont retrouvés morts sur la voie publique ou dans la Seine, victimes de représailles au sein du FLN ou de l'action de policiers en dehors de leur service.

Ainsi, à Ivry, le 13 octobre, le corps de Belaïd Terbouche est retiré de la Seine, à hauteur du 1 quai Marcel Boyer. Monteur à l'usine Panhard, il aurait été victime, selon l'enquête, d'une agression par deux « coreligionnaires ».

LE COUVRE-FEU

Préfet de police de Paris depuis mars 1958, Maurice Papon a reçu pour principale mission l'organisation de la lutte contre le FLN dans la capitale. Le 5 octobre, il impose le couvre-feu à tous les Algériens de Paris et de la banlieue. Ceux qui seront interpellés, entre 20h30 et 5h30, devront être conduits au poste. Le 10 octobre, le FLN appelle les Algériens à boycotter ce couvre-feu et à manifester, avec leurs femmes et leurs enfants, sur les grandes artères de Paris. La manifestation doit être encadrée par des militants expérimentés. Le port d'armes est interdit afin d'éviter les provocations.

17 OCTOBRE 1961 MANIFESTATIONS D'ALGÉRIENS À PARIS



Les manifestants près de la station de métro Bonne Nouvelle, 17 octobre 1961.

LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE

Dans la soirée, plus de vingt mille Algériens convergent vers Paris. Ils défilent pacifiquement aux cris de « Libérez Ben Bella ! », « Pas de couvre-feu ! », « Algérie algérienne ! ». Sur ordre de Maurice Papon, cette marche est violemment réprimée : coups de « bidule » (bâton des forces de l'ordre), tirs ou charges contre les manifestants pressés contre les vitrines des boutiques. Des corps sont jetés dans la Seine. L'affrontement le plus sanglant a lieu au Pont de Neuilly où environ dix mille personnes, en provenance des bidonvilles de la banlieue ouest, se dirigent pour rejoindre le centre de Paris. Dans le quartier de l'Étoile, des cars de police sont stationnés à la sortie des bouches de métro, prêts à diriger les Algériens arrêtés vers les centres d'internement. Devant le cinéma Le Rex, sur les grands boulevards, les manifestants se heurtent aux compagnies de CRS. D'autres affrontements ont lieu dans le Quartier latin. Dans la cour de la Préfecture de police, les manifestants interpellés sont livrés à la brutalité des forces de l'ordre.

Guy Chevalier Né en 1930 sur l'île de Batz (Finistère), Guy Chevalier était marinier sur une péniche stationnée à Ivry. Le 17 octobre 1961, avec deux amis, il se rend au cinéma Le Rex, boulevard Bonne Nouvelle à Paris. Alors que les CRS chargent les manifestants, il est grièvement blessé par un coup de mousqueton et meurt quelques heures plus tard. Il avait été, en 1945, militant des Jeunesses Républicaines de France, une organisation proche du Parti communiste français.

Un Algérien blessé par balle, à la station de métro Solférino. Cliché extrait du reportage réalisé par le photographe Élie Kagan. © Élie Kagan / MHC-BDIC.

APRÈS LA MANIFESTATION

Les morts se comptent par dizaines et les blessés par centaines. Les arrestations sont massives : 11 538, soit la moitié des manifestants. Entassés dans les bus réquisitionnés de la RATP, ils sont transférés au Palais des sports, au stade Pierre de Coubertin, dans les commissariats ou au « centre d'identification » de Vincennes, dans des conditions d'internement effroyables. Dans les jours suivants, environ mille cinq cents manifestants arrêtés seront expulsés vers l'Algérie, assignés à résidence dans leurs villages d'origine. Le lendemain, des voix dans la classe politique et la presse s'élèvent pour protester contre ces « violences à froid » commises gratuitement. Une partie de l'opinion publique prend conscience du sort des Algériens. Les autorités annoncent un bilan officiel de deux morts et quelques dizaines de blessés. L'évaluation du nombre de morts par les historiens varie de quarante à deux cents.

17 OCTOBRE 1961 MANIFESTATIONS D'ALGÉRIENS À PARIS



Escortés par les CRS à l'aéroport d'Orly, des manifestants sont expulsés de France le 19 octobre.

DES IVRYENS TÉMOIGNENT

Je suis parti vers Saint-Michel à pied. C'était impossible d'y aller en bus. La police était partout. On nous avait remis des drapeaux. On criait « Algérie, Algérie ! », « Vive l'Algérie ! ». Je ne peux pas raconter. C'est horrible. J'ai vu un gamin jeté dans la Seine au quai d'Austerlitz. Mon frère Ferhat a été arrêté et incarcéré au centre de Vincennes pendant près de vingt jours, puis il a été reconduit en Algérie par avion militaire. Après la manifestation, je suis rentré à pied. On ne pouvait pas prendre le métro ni le bus : il y avait des cars de police à chaque station. J'ai cessé de travailler pendant environ une semaine, de peur de me faire appréhender.

Mohamed Hamidi, 67 ans.

Le 17 octobre, je suis parti d'Ivry à pied en direction de la place d'Italie et de Châtelet. Il ne fallait surtout pas partir à trois ou quatre, de peur d'être repéré. On a dû être une trentaine à partir d'Ivry. Il y avait beaucoup de monde. Je me suis fait arrêter tout de suite. Avec d'autres Algériens, on nous a fait monter dans un camion en nous tapant dessus. On a été conduits à la Préfecture de police. Là, les policiers ont vérifié si on n'avait rien fait. Puis nous avons été lâchés après qu'on nous ait donné un papier qui disait qu'on était passés par les flics. Le lendemain, on a su qu'il y avait eu des morts, des gens jetés à la Seine.

Lakhadar Hadjeres, 83 ans

Le 17 octobre, on a demandé à mon père d'aller à la manifestation. Pour les Algériens, c'était quelque chose de pacifique. Certains sont allés par conviction et d'autres parce qu'ils étaient obligés. Derrière le dispensaire municipal, il y avait des baraques avec beaucoup d'Algériens. Deux d'entre eux ont accompagné mon père. J'y suis allée aussi. Il a senti que ça devenait dangereux. Quelqu'un nous a ouvert son commerce. Jusqu'au petit matin, nous sommes restés assis par terre.

Fatma Khelifi, 62 ans.

J'étais au courant de cette manifestation. Je ne pensais pas qu'elle prendrait cette tournure, les participants non plus. Ils y allaient paisiblement. Je n'ai pas vu rentrer mon mari. J'ai été plusieurs jours sans le voir, pendant une semaine environ. J'étais inquiète. J'avais des nouvelles par la radio, par la bande. Il a été arrêté et conduit à Vincennes ou au Vel d'hiv. Il n'a pas voulu en parler. Il faisait froid. Il manquait d'eau. C'était sale.

Jeannine Mezzari, 72 ans.

Le FLN avait donné la consigne de venir les mains nues, de n'amener aucune arme. Moi, je ne savais pas qu'il y avait cette manifestation. Tous les Algériens, en sortant du travail, étaient partis directement, avec leurs gamelles du midi. Peut-être qu'ils n'ont pas voulu nous faire peur, à nous les femmes. C'est pour ça qu'ils se sont sauvés sans dire où ils allaient. Je vivais avec mon mari et nos trois enfants dans une chambre d'un hôtel, boulevard de Stalingrad. Le soir, les enfants sont rentrés de l'école en me disant : « Mon père m'a dit de venir chez toi et de rester jusqu'à son retour ». J'ai donc gardé six enfants, les miens et ceux des voisins et j'ai attendu, attendu, attendu... Dans l'hôtel, il ne restait que moi, le vieux patron et un invalide. Personne n'était revenu du travail. J'ai dit au patron de ne pas ouvrir. J'avais peur qu'on vienne nous massacrer. C'est à Radio-Luxembourg que j'ai entendu qu'il y avait des manifestations. Les gosses commençaient à pleurer : « Mon père, il va se faire tuer ? ». Ils se sont entassés les uns sur les autres pour dormir. Le lendemain matin, j'ai cherché partout. J'ai su, plus tard, que la plupart de leurs pères étaient rentrés à six heures du matin et étaient repartis directement au travail. Mais certains ne sont jamais revenus.

Tassadite Zidelkhile, 81 ans.